

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 22/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ACRODUR INDUSTRIE**

11 boulevard Eiffel  
BP 12  
21601 Longvic

Références : 2023-233  
Code AIOT : 0005401091

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement ACRODUR INDUSTRIE implanté 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic. L'inspection a été annoncée le 07/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées portant sur les prélèvements et l'usage de l'eau par les activités industrielles en période de sécheresse.

L'établissement inspecté est situé dans la zone d'alerte RM9 (Ouche amont, Suzon, Vandenesse) selon le découpage défini par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or. A la date de l'inspection, la zone RM9 est au niveau « vigilance » au titre de la sécheresse.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACRODUR INDUSTRIE
- 11, Boulevard Eiffel BP 12 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : IED - MTD

La société ACRODUR INDUSTRIE réalise le traitement de surface des métaux et plus précisément le nickelage chimique et nickelage sulfamate. la société intervient sur des pièces en base fer, cuivre et alu.

Le site dispose de laboratoires et d'ateliers équipés pour procéder au traitement des métaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécheresse et gestion quantitative de l'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeur limite de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 14	/	Sans objet
2	Registre de prélèvement des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a justifié ne pas être soumis aux restrictions quantitatives dans la mesure où ses prélèvements annuels sont inférieurs à 7000 m<sup>3</sup>/ an.

Néanmoins, l'inspection rappelle que si ces prélèvements venaient à augmenter et dépasser ce seuil, les réductions de prélèvements / consommations suivantes seront à respecter :

- 25% en cas de franchissement du seuil d'alerte,
- 50% en cas de franchissement du seuil d'alerte renforcée,
- et en cas de crise, seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux).

Des exemptions sont possibles, en particulier pour les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Les éléments justificatifs utiles sont à tenir à jour et à disposition de l'Inspection qui pourra les consulter à l'occasion de contrôles sur le sujet.

En cas de contrôle, les justificatifs sur l'application des meilleures techniques disponibles en termes d'économie d'eau seront notamment examinés sur la base :

- des actions mises en place pour rechercher/limiter les fuites d'eau et pour identifier les usages et équipements les plus consommateurs ;
- de la description des dispositions et techniques mises en place pour réduire la consommation (procédé utilisant moins d'eau, recyclage de l'eau, utilisation de l'eau de

- pluie, formation du personnel, ...);
- d'indicateurs chiffrés comme l'évolution des prélèvements dans le temps (avant/après la mise en place des différentes techniques);
- du suivi de la consommation spécifique (rapportée à la tonne produite par exemple);
- de la comparaison avec les données disponibles pour le secteur d'activité concerné.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeur limite de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2005, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les quantités maximales annuelles prélevées sont limitées à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 000 m3/an d'eau de forage dédiée à l'usage industriel ;</li> <li>• 1 000 m3/an d'eau de ville pour les besoins domestiques.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le site est approvisionné en eau par le réseau d'eau potable AEP et par un forage.  Le registre des "consommations en m3 mensuelle/semestrielle" a été vu par l'inspection. Sur l'année 2020, l'exploitant a prélevé 3822 m3 pour le forage et 235 m3 sur le réseau AEP (données registre). Sur l'année 2021, l'exploitant a prélevé 3991 m3 pour le forage et 273 m3 sur le réseau AEP (données registre). Sur l'année 2022, l'exploitant a prélevé 4155 m3 pour le forage et 254 m3 sur le réseau AEP (données registre).  L'inspection a réalisé un contrôle de concordance par sondage entre les volumes indiqués sur les factures d'assainissement et les volumes du registre, et n'a relevé aucune incohérence.  L'inspection a constaté que la consommation annuelle de l'installation est inférieure à 7000 m3 (forage +AEP).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Registre de prélèvement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de prélèvement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an : <ul style="list-style-type: none"><li>• seuil de vigilance : pas d'exigence spécifique sur le registre de relevé des compteurs ;</li><li>• seuil d'alerte : registre hebdomadaire ;</li><li>• seuil d'alerte renforcée ou de crise : registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m<sup>3</sup>/j.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'installation consomme moins de 7000 m <sup>3</sup> d'eau par an et n'est donc pas soumise aux prescriptions de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relative aux activités industrielles dont la consommation est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> .  L'examen du registre de prélèvement d'eau montre que la consommation d'eau est relevée par l'exploitant de façon mensuelle depuis 2014. Cependant, l'exploitant a informé l'inspection qu'un contrôle journalier des compteurs et sous-compteurs était également réalisé, dans le but de prévenir d'éventuelles fuites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des prélèvements/consommations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour toutes les activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales : <ul style="list-style-type: none"><li>• seuil de vigilance : sensibiliser aux règles de bon usage / d'économie d'eau</li></ul> Pour toutes ces activités et si la consommation d'eau est supérieure à 7000 m3/an : <ul style="list-style-type: none"><li>• seuil d'alerte : réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</li><li>• seuil d'alerte renforcée : réduction des prélèvements et/ou consommation de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</li><li>• seuil de crise : seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</li></ul> Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.  Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.  Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant avait connaissance du seuil de sécheresse en vigueur.  Étant donné que la consommation annuelle est inférieure à 7000 m3 /an, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas d'atteinte du niveau d'alerte, alerte renforcée ou crise, il devra entre autres : <ul style="list-style-type: none"><li>• mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations ;</li><li>• les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eau sont reportées ;</li><li>• pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.</li></ul>
<b>Observations :</b> L'exploitant peut suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or et le site Internet PROPLUVIA ( <a href="http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr">http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr</a> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet